Les archives des assemblées nationales (1787-2007)

Introduction à l'instrument de recherche général de la série C :

C//1 à C//17097, C/I/*1 à C/I/*898 et C/II/*1 à C/II/*1057

par Martine Illaire et Roseline Salmon,
conservateurs du patrimoine

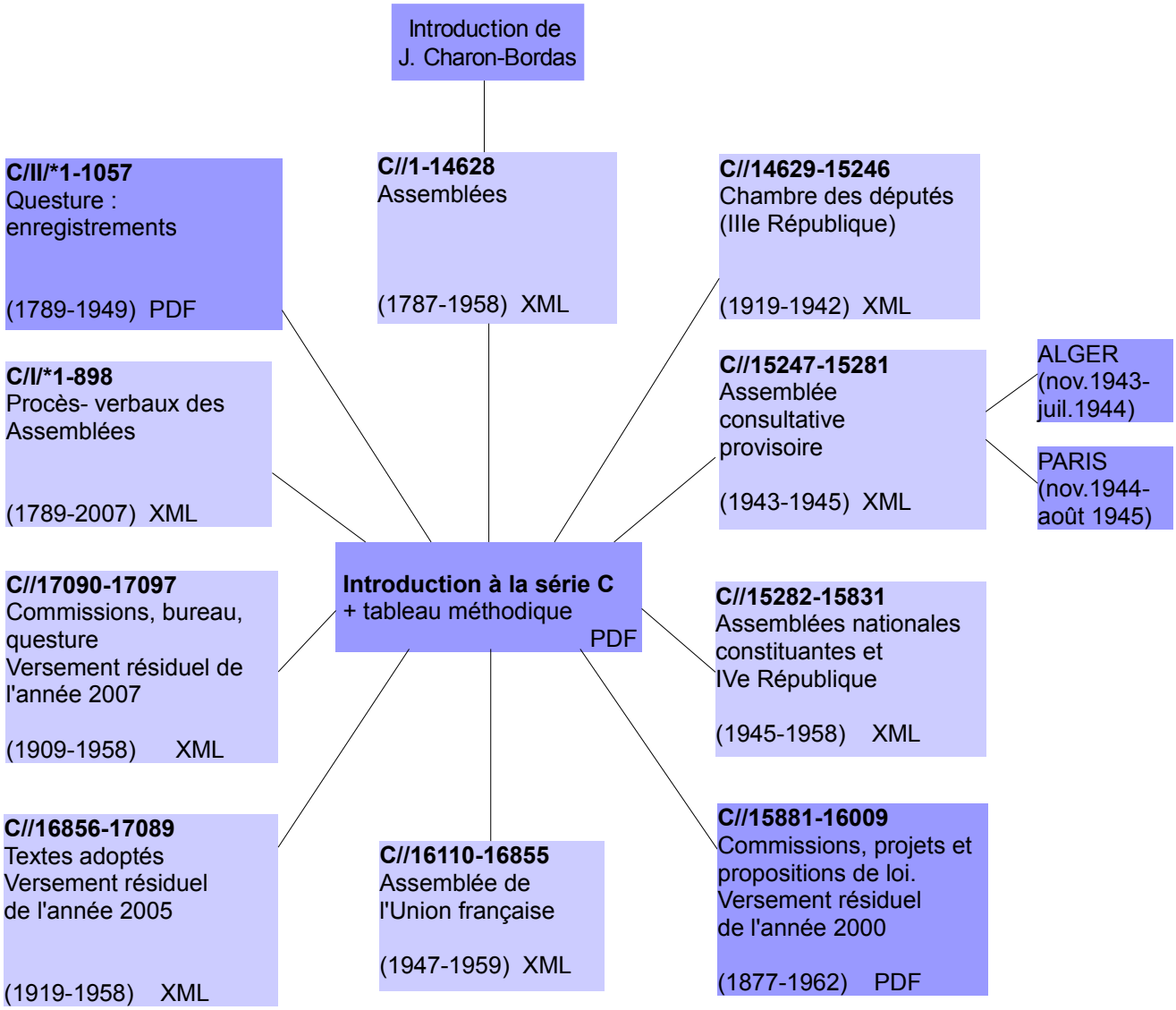
avec la collaboration de Brigitte Lozza
(Département de l'informatique des Archives nationales - Paris)

Paris

Archives nationales

2008

Architecture d'ensemble des différents fichiers composant l'instrument de recherche général des archives des assemblées



En bleu clair : les fichiers XML/EAD

En bleu foncé : les fichiers PDF, liés

In fine, les 7 fichiers en XML/EAD composant le répertoire numérique (C//1 à 17097) ont été rassemblés en un seul fichier XML, auquel est lié le fichier PDF (C//15881 à 16009) ainsi que l'ensemble des fichiers annexes (introduction de J. Charon-Bordas, concordance cotes C/CAC, annexes ACP Alger et Paris).

Référence :
C//1 à C//17097, C/I/*1 à C/I/*898, C/II/*1 à C/II/*1057

Intitulé :
Les archives des assemblées nationales

Dates extrêmes :
1787-2007

Nom du producteur :
Assemblée nationale

Lieu de conservation :
Paris et Fontainebleau

Importance matérielle :
17103 articles

Langue :
Les documents sont en français

Modalités d'entrée :
Prise en charge à la Révolution, puis versements administratifs au Palais Soubise de 1808 à 2007.
Après les déménagements de la période révolutionnaire, il a fallu attendre la moitié du vingtième siècle pour que s'instaure une périodicité régulière des versements de l'Assemblée, jusqu'alors erratiques.

Histoire administrative :
Ce répertoire concerne les papiers des assemblées pré-révolutionnaires : Assemblée des Notables et Assemblées provinciales de 1787 et 1788 ainsi que des assemblées qui ont succédé aux États généraux : Assemblée nationale constituante, Assemblée nationale législative, Convention nationale puis Conseil des Anciens, Conseil des Cinq-Cents sous la Révolution, Tribunat et Corps législatif sous l'Empire, Chambre des députés et Chambre des représentants de 1814 à 1848, Assemblée nationale constituante puis Assemblée nationale législative sous la Seconde République de 1848 à 1851, Corps législatif sous le Second Empire, Assemblée nationale en 1871, Chambre des députés à partir de 1876, Assemblée consultative provisoire de 1943 à 1945, Assemblées nationales constituantes de 1945-1946, puis Assemblée nationale sans oublier l'Assemblée de l'Union française de 1947 à 1958. Telles sont les appellations portées par les chambres des représentants du peuple.
Nous rappellerons que le terme d'assemblées nationales désigne toutes les assemblées de la France depuis la Révolution au sens de Chambre des députés. Toutefois, la plupart des régimes constitutionnels ont été bicaméralistes et les archives émanées de la seconde assemblée (Chambre des Pairs ou Sénat) ne sont pas concernées par ce travail. Aux Archives nationales, on les trouvera dans la série CC.

Historique de la conservation :

Les documents produits par les assemblées de la Révolution issues des États généraux ont été conservés à Versailles dans les locaux mis à la disposition de l'Assemblée constituante en 1789 puis à Paris en des localisations successives, à la bibliothèque des Feuillants, aux Tuileries, aux Minimes de la place Royale, puis à l'hôtel Soubise dès sa dévolution aux Archives nationales en 1808.

Les Assemblées occupent le Palais Bourbon la Révolution (La Convention avait choisi le palais de Louis de Bourbon, prince de Condé, pour y installer le Conseil des Cinq-Cents, Napoléon y laissa le Corps législatif et Louis XVIII y maintint la Chambre des députés en 1814).

Avant leur versement aux Archives nationales, les papiers des Assemblées étaient conservés dans les locaux du Palais Bourbon. Mais depuis la Troisième République, Versailles accueille le Congrès des deux Chambres, et de ce fait l'Assemblée a bénéficié jusqu'en 2007 d'espaces où elle a parfois entreposé les archives d'une partie de ses services avant leur arrivée aux Archives nationales. La décision ayant été prise de rendre ces locaux de stockage détenus dans le château de Versailles, l'Assemblée nationale a donc procédé, au cours de ces dernières années, à plusieurs versements qui sont maintenant achevés.

Mode de classement :

Ce fonds monumental n'est évidemment pas homogène sur une si longue période et on signale ici les bizarreries inhérentes à sa longue histoire.

Les procès-verbaux et les enregistrements, à l'origine partie intégrante des papiers de l'Assemblée en ont été séparés au dix-neuvième siècle pour former les sous-séries C/I/* et C//II*.

Le fonds coté C//1-17097 est classé de façon différente en deux parties inégales :

- C//1–716 : papiers des assemblées de la Révolution, le classement est chronologique, pour le fonds rassemblé aux AN sous l'Empire et traité au dix-neuvième siècle,
- C//717-17097 : classement thématique par grandes catégories typologiques : sessions, élections, pétitions, lois et résolutions, Papiers de la Questure, qui résultent du fonctionnement interne des assemblées. (Consulter sur ce point l'introduction du répertoire numérique de J. Charon, 1984).

Il faut signaler que les conditions de versement des archives des assemblées ainsi que le classement fait en interne ont à plusieurs reprises cassé les suites logiques de documents et masqué les modes de production de ceux-ci.

A l'exception de l'apport initial du début du dix-neuvième siècle, les versements de ces papiers n'ont eu lieu qu'au vingtième siècle : 1920, 1932, 1949, 1950, 1962 et 1979, 1984, 1994, 1999, 2000, 2002, 2005 et 2007, c'est à dire avec un décalage chronologique important entre la période de production des documents et la date de leur entrée aux Archives nationales, particulièrement pour les premiers de ces versements.

Un phénomène récurrent résulte de ces entrées tardives de documents, celui des versements résiduels de documents laissés en attente, pour diverses raisons, dans les services des assemblées, et versés avec des ensembles très postérieurs. On rencontre de ce fait plusieurs groupes de cotes : C//8272-8303, C//15881-16009, C//17090-17097 séparés de leur contexte typologique et chronologique. Ils n'en renferment pas moins des informations indispensables pour la compréhension des ensembles qu'ils complètent. Il a été décidé de les intituler « versement résiduel ».

Le tableau méthodique aidera à recomposer et mieux lire la structure des archives des assemblées que la mise à part des procès-verbaux (sous-série C/I) et la séparation théorique des documents par support matériel : en liasses (série C) et registres (sous-série C/II*), imparfaitement réalisée, (de nombreux registres demeurent dans les cartons de la série C) a rendu peu perceptible de prime abord.

De 1920 à 1979, la succession des versements a perturbé le classement thématique en lui superposant des tranches chronologiques; le lecteur se trouve ainsi confronté à des ensembles chronologiques, sans rapport strict avec les régimes politiques : 1790-1870, 1871-1885, 1885-1902, 1902-1919 dans lesquels se retrouvent les cinq catégories typologiques citées. Le tableau méthodique aidera à replacer les documents dans le contexte des régimes politiques.

Il convient de souligner que les versements ultérieurs ont obéi à des logiques de classement qui diffèrent pour plusieurs d'entre eux.

Ainsi, il est nécessaire de se reporter à l'introduction rédigée par Anne-Marie Gouriou pour l'Assemblée consultative provisoire afin d'en comprendre le classement. Il est le produit d'un premier travail effectué dans les années cinquante, réalisé dans une optique documentaire. Cela explique que le critère retenu ait été celui de dossiers et non pas de cotation par carton. Le travail de classement qui a ensuite été effectué permet de redonner à ce versement une logique archivistique.

Lors du classement des archives de l'Assemblée de l'Union française à Versailles, afin de préserver l'intégralité des documents qui avaient été retrouvés concernant une institution pour laquelle les archives sont rares, aucun tri, aucune élimination n'ont été opérés. Il n'a donc pas été tenu compte de la durée d'utilité administrative des documents ce qui explique que ce versement comporte de nombreuses pièces comptables.

Quant aux versements résiduels de 2000 et de 2007, ils ne respectent pas les coupures chronologiques correspondant à la répartition, au sein des Archives nationales, des attributions des sections du XIXe siècle et du XXe siècle. En effet, il a paru plus important de sauvegarder l'homogénéité des dossiers en les classant ensemble. Le tableau méthodique, l'indexation et les liens créés permettent de pallier l'inévitable disparité constatée à la lecture des dossiers.

Enfin, les archivistes de l'Assemblée nationale ont traité l'ensemble des textes adoptés de la même manière pour la Cinquième République et pour la période précédente. En effet les textes adoptés de la période allant de 1919 à 1958 étant encore conservés dans les locaux de l'Assemblée nationale, Ils ont choisi de les classer tous selon le même critère, celui de l'ordre croissant de numéro d'adoption par législature.

Les cotes C//8304 à C//10000, C//15832 à C//15880 et C//16010 à C//16109 ainsi que C/II/*217 à C/II/*235, C/II/*266 à C/II/*283 sont vacantes.

Accroissements :
Fonds susceptible d'accroissement.

Conditions d'accès :
Librement communicable, sauf :
- délai de 50 ans pour les commissions des Affaires étrangères et de la Défense
- délai de 25 ans après la date de décès de l'intéressé ou 120 ans après sa date de naissance (ou à défaut 50 ans à compter de la date du document le plus récent) pour les cartons de l'Assemblée de l'Union française comprenant des dossiers individuels.

Les règles de communicabilité applicables sont précisées à nouveau dans chaque fichier.

Toute demande de dérogation à ces conditions de communicabilité doit être soumise au ministre chargé de la Culture (direction des Archives de France) qui statue, après accord avec le président de l'Assemblée nationale.

En raison de leur état matériel, les documents cotés C//2432/1 à C//2432/21, ne sont pas communicables.

Conditions de reproduction :
Photographie numérique autorisée.
La photocopie peut être autorisée lorsque l'état matériel des documents le permet.

Existence de copies :
En raison de leur fragilité matérielle ou de leur état de dégradation, certains articles ne sont consultables que sous forme de microfilms. On en trouvera l'indication aux cotes concernées.

Présentation :
On présente ici un instrument de recherche un peu particulier car il met en relation des instruments de recherche élaborés avec des méthodes différentes, sur des fonds eux-mêmes disparates. L'objectif est d'actualiser le répertoire numérique qui, édité en 1985, a permis de donner une vision d'ensemble des papiers des assemblées nationales alors versés aux Archives nationales. Vingt ans plus tard des apports importants sont venus enrichir le fonds initial qui, rappelons-le, remonte à 1787 et couvrait alors tout le 19e siècle jusqu'à 1919, avec, pour la seule catégorie des dossiers des résultats des élections législatives, un prolongement jusqu'à 1958.

Le projet actuel ayant ajouté à cet état premier les instruments de recherche relatifs aux versements postérieurs, l'ensemble se compose, dans l'ordre numérique des cotes, des éléments suivants :

- C//1 à 14628 Les archives des Assemblées nationales (1787-1958)
- C//14629 à 15246 Les archives de la Chambre des députés sous laTroisième République (1919-1942)

- C//15247-15281 Les archives de l'Assemblée consultative provisoire, Alger et Paris (1943-1945)
- C//15282-15831 Les archives des Assemblées nationales constituantes et de la Quatrième République (1945-1958)
- (C//15832-15880 cotes vacantes)
- C//15881-16009 Les archives des Assemblées nationales : Commissions, projets et propositions de lois (1877-1962). Versement résiduel de l'année 2000
- (C//16010-16109 cotes vacantes)
- C//16110-16855 Les archives de l'Assemblée de l'Union française (1947-1959)
- C//16856-17089 Les archives des Assemblées nationales : Textes adoptés, Troisième et Quatrième Républiques (1919-1958)
- C//17090-17097 Les archives des Assemblées nationales et de l'Assemblée de l'Union française (1905-1958) : Commissions, élections du bureau, arrêtés de questure. Versement résiduel de l'année 2007
- C/I*/1 à 898 Procès-verbaux des séances des Assemblées nationales (1789-2007)
- C/II*/1 à 1057 Questure des Assemblées nationales : enregistrements (1789-1949)

La série C dans son état actuel rassemble un fonds d'archives parlementaires particulièrement abondant et riche, qui cependant comporte encore des lacunes. Le fonds le plus récent versé à Paris (C//14628-17097) constitué des versements du dernier quart de siècle fournit la suite, à partir de 1919, des papiers produits par l'Assemblée dans l'exercice du travail législatif sous la Troisième et la Quatrième Républiques. L'introduction détaillée de J. Charon reste indispensable. Elle explique les mécanismes de formation des archives parlementaires et définit les grandes catégories de papiers que l'on y rencontre. Concernant ce fonds le plus récent versé à Paris, nous nous bornons à signaler les principales évolutions qu'ont connues au vingtième siècle les grandes catégories typologiques des archives des assemblées et rappeler quelques définitions utiles à la compréhension des sources documentaires des assemblées.

Ces définitions, ici présentées dans l'ordre alphabétique, sont volontairement très générales. Elles ont pu évoluer au cours des différents régimes. Sont d'abord apparues les catégories suivantes : élections, lois et résolutions, pétitions, questure et sessions. Puis, au fil de l'évolution des régimes politiques, la vie parlementaire a elle-même évolué. Nous trouvons, issues du fonctionnement des Troisième, Quatrième et Cinquième Républiques des notions telles que : conférence des présidents, interpellation, législature, questions écrites et orales.
Il est indispensable aussi de se référer aux règlements successifs de l'Assemblée pour bien en cerner les évolutions.

Conférence des Présidents :

La Conférence des Présidents est l'organe compétent pour préparer l'organisation du travail de l'Assemblée nationale en séance publique. Elle se réunit sur l'initiative du Président de l'Assemblée, une fois par semaine. En font partie les Présidents des grandes commissions, les présidents de groupes et les Vice-Présidents. Cette conférence donne

lieu à une proposition motivée concernant l'ordre des travaux de l'Assemblée ainsi que l'ordre du jour.

Élections [1]:

Ce groupe documentaire est le dernier de ce type et n'aura pas de continuation dans les archives de l'assemblée ; il disparaît sous la Cinquième République puisque le contrôle des élections législatives, qu'exerçait l'Assemblée, est passé en 1958 au Conseil Constitutionnel. Il est à noter que la partie de ce versement de 1979 fait par l'Assemblée nationale au Centre des archives contemporaines à Fontainebleau a été fractionnée ; les articles C//10001 à 10103 : procès-verbaux de recensement général des élections, sont conservés et se consultent aux Archives nationales à Paris ; les articles C//10104 à 14628 : résultats des cantons et communes, sont restés à Fontainebleau, et un tableau de concordance met en parallèle la double cotation qui existe pour ces documents.

Interpellations :

Sous la Troisième et la Quatrième République, à partir d'une demande écrite expliquant sommairement son objet, une interpellation peut être faite par un parlementaire. L'Assemblée, après avoir entendu un des membres du gouvernement, fixe, sans débat sur le fond, le jour où l'interpellation sera discutée. Un débat général s'engage dans lequel les autres représentants peuvent intervenir. La discussion est close par le vote d'une résolution par laquelle l'Assemblée décide de passer au point suivant de l'ordre du jour. Les interpellations de députés à députés sont interdites. Le droit de prendre la parole comme interpellateur est personnel.

Les interpellations sous la Quatrième République donnaient la possibilité de renverser le gouvernement à la majorité relative.

Législature :

La législature est la période qui sépare deux élections générales. C'est au cours de chaque législature que s'organise le travail parlementaire. La structure des grands domaines évoqués permet de se repérer d'une législature à l'autre. Elle permet aussi de comprendre le fonctionnement et l'organigramme de l'administration de l'Assemblée.

On ne s'étonnera donc pas de l'évolution des termes, qui est perceptible dans l'indexation des fichiers des assemblées de la Quatrième République. On y trouve des commissions qui ont pour intitulé « commission de la famille, de la population et de la santé publique », « commission du travail et de la sécurité sociale » alors que la dernière législature de la Troisième République avait retenu l'appellation d'une part de la « commission de l'hygiène et santé publique », d'autre part de la « commission du travail ».

Lois et résolutions [2]:

Cet ensemble renferme les textes de lois adoptés par les assemblées (alors que les projets et propositions de lois, repoussés ou adoptés, restent dans les papiers des sessions et sont souvent accompagnés d'une documentation complémentaire, correspondance, brochures, pétitions, procès-verbaux de commissions…).

La conservation des originaux des lois est de la compétence du ministère de la Justice[3].

1 Consulter le paragraphe relatif aux élections dans l'introduction de J.Charon

2 Consulter le paragraphe relatif aux lois et résolutions dans l'introduction de J.Charon

3 Consulter : Ségolène de Dainville-Barbiche, *De la justice de la Nation à la justice de la République, 1789-1940, Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, Paris, Centre

Les archives des assemblées, quant à elles, renferment une expédition originale, sauf sous la Seconde République, seul régime sous lequel ce sont les originaux scellés des lois qui sont conservés dans le fonds de l'Assemblée.
Depuis 1895, on distingue les lois d'intérêt général, numérotées, des lois d'intérêt local. Au cours du vingtième siècle, le terme de« textes adoptés » tend à devenir une catégorie supplémentaire.

Pétitions [4]:

On ne peut que souligner l'importance de cette source documentaire pour l'histoire de l'opinion publique au dix-neuvième siècle, et constater que le droit de pétition, très utilisé jusqu'à la guerre de 1914, s'exerce de moins en moins au vingtième siècle et qu'il est à l'évidence relayé par d'autres modes d'expression des individus. Les chiffres sont révélateurs : on dénombre 1250 cotes[5] contenant des pétitions adressées à l'assemblée de 1814 à 1919 et seulement 67 pour les années 1919 à 1958.

Questure :

Nous avons repris le terme de Questure pour rassembler en un cinquième groupe documentaire ce qui dans le précédent volume était désigné comme « Comptabilité et Divers »[6], les documents concernés font partie du fonds ancien, avec une forte représentation pour les années de la Révolution. On constate que le groupe de cotes C//2702-2791/2 intitulé « Divers » a beaucoup d'analogie avec celui qui le précède intitulé « Comptabilité » ; ils composent tous deux, si on les met en corrélation avec des éléments de C/*II, apparemment eux aussi disparates et isolés, ce que l'on peut affirmer être les vestiges, incomplets mais significatifs, des archives du service de la questure. Depuis 1803, les questeurs ont eu la charge de l'administration, de la gestion et de la police des assemblées sous tous les régimes. Ils sont les héritiers des inspecteurs de la salle qui, sous des appellations diverses ont organisé le fonctionnement des assemblées révolutionnaires.

Pierre-Dominique Cheynet le précise dans l'introduction du répertoire du Comité des inspecteurs de la salle (D/XXXV) :

« *Le comité exista dès le début de la Constituante sous le nom de Comité des commissaires de la salle. Ces commissaires étaient chargés des travaux d'installation et d'entretien de l'Assemblée et de ses comités, de la police dans l'enceinte du palais et des maisons des comités et, avec des inspecteurs des secrétariats et de l'imprimerie, de la surveillance des bureaux et de l'ordonnancement de toutes les dépenses de l'Assemblée. Sous la Législative, ils furent rassemblés en un Comité des commissaires-inspecteurs de la salle, des bureaux et de l'imprimerie, titre conservé par la Convention puis simplifié dans l'usage en Comité des inspecteurs de la salle.*

Les deux assemblées formant le Corps législatif sous le Directoire (conseils des Anciens et des Cinq-Cents) avaient chacune des inspecteurs de la salle, dits aussi : commissaires inspecteurs du Corps législatif et inspecteurs des deux Conseils du Palais national, les comités des inspecteurs de la salle prenant aussi le nom de commissions administratives de chaque conseil. Les deux commissions tenaient des séances

historique des Archives nationales, 2004, 321 p., p. 84-95

4 Consulter le paragraphe relatif aux pétitions dans l'introduction de J.Charon

5 Si l'on évalue par estimation le nombre des pétitions en prenant un chiffre moyen bas de 250 pétitions par carton, on obtient le total de 312500 pour 1814-1919 et 16750 pour 1919-1958.

6 Consulter le paragraphe relatif à la comptabilité dans l'introduction de J.Charon

communes pour les affaires intéressant le Corps législatif dans son ensemble.

Après le coup d'État du 18 brumaire an VIII, une commission des inspecteurs subsista à côté des commissions législatives des Cinq-Cents et des Anciens et se maintint comme commission administrative du Tribunat au moins du début de la session de cette assemblée le 11 nivôse an VIII [1er janvier 1800] jusqu'à la fin de l'an VIII [septembre 1800] parallèlement à la commission des inspecteurs de la salle du Tribunat.

La commission des inspecteurs de la salle ou commission administrative du Corps législatif du Consulat prit en l'an XII l'appellation de questure du Corps législatif qu'elle porte depuis dans les assemblées nationales françaises.».

Le rappel de ces compétences permet de comprendre la présence des documents qui ne sont «divers» que parce qu'ils sont des fragments d'ensembles lacunaires.

Questions écrites et orales :

Tout député peut poser à un Ministre des questions écrites ou orales.

Les questions écrites sont remises au Président de l'Assemblée qui les communique au gouvernement. Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées avec les réponses faites par les Ministres.

Les questions orales peuvent, au commencement ou à la fin des séances, être adressées à un Ministre après que celui-ci a préalablement accepté. Seul le député qui a posé la question a le droit de répliquer sommairement.

Sessions (ou papiers des sessions) [7]:

Pour cette catégorie, des changements nets se constatent. Ce terme était employé, par raccourci, pour désigner les papiers produits par le travail législatif des assemblées pendant leurs sessions ; cet usage, devenu traditionnel, a débuté avec la monarchie constitutionnelle, mais n'a plus cours. Il est remplacé par le terme de « commission » pour le travail en groupes d'étude et, par assimilation, les papiers qui en proviennent. De nos jours, il n'est utilisé qu'au sens temporel pour désigner les périodes d'activité régulière de l'assemblée pendant un exercice annuel, à l'intérieur de la législature, qui est l'intervalle compris entre les élections. Il y a habituellement deux sessions ordinaires, séparées par une période de vacance, auxquelles peuvent s'ajouter des sessions extraordinaires, si besoin est.

Les commissions, issues de la pratique des enquêtes parlementaires dès la monarchie de Juillet, se multiplient et deviennent sous la Troisième République la catégorie la plus volumineuse, elles se spécialisent au vingtième siècle en sous-commissions et commissions d'enquêtes, et l'évolution du travail parlementaire, des pratiques et des textes constitutionnels amène l'apparition de nouveaux types de papiers : interpellations, questions écrites et orales, développement des papiers de fonctionnement du bureau, conférences des présidents.

Instruments de recherche :

Pour la partie C//1 à C//14628, des instruments de recherche partiels mais plus

7 Consulter le paragraphe relatif aux sessions dans l'introduction de J.Charon

détaillés complètent les renseignements fournis par le répertoire numérique. Consulter l'État des inventaires :
http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/fonds/edi/sm/EDIC.htm

Ne pas s'étonner d'y trouver la forme primitive (édition 1985) du répertoire numérique *Les archives des Assemblées nationales, 1787-1958. Répertoire numérique de la série C* qui a servi de point de départ au présent instrument de recherche. On rappelle encore une fois l'utilité que continue à présenter l'introduction de J. Charon-Bordas.

Sources complémentaires de même provenance :

A l'Assemblée nationale :

L'Assemblée a conservé une partie des archives administratives, une collection des procès-verbaux originaux (premières minutes) et un florilège de documents d'archives particulièrement emblématiques, tels que la proclamation de la République le 4 mai 1848 à la tribune de l'Assemblée, quatre lettres écrites de Londres en mai-juin 1848 par le prince Louis-Napoléon Bonaparte, la protestation des députés d'Alsace-Lorraine à l'Assemblée nationale le 17 février 1871, différents documents relatifs à la Commune, les lettres de démission des présidents Mac-Mahon, Jules Grévy, Casimir Périer, Paul Deschanel, ainsi que des lettres autographes du général de Gaulle et du président Mitterand... La liste est disponible auprès du service des archives de l'Assemblée nationale et sur le site : http://www.assemblee-nationale.fr/

L'assemblée nationale met aussi à la disposition des lecteurs une collection complète des règlements.

Aux Archives nationales (Paris) :

Pour la période révolutionnaire, la série C ne comporte que les procès-verbaux et pièces annexes ayant servi à les rédiger (pièces annexes tout à fait comparables aux papiers dits Sessions au dix-neuvième siècle), ainsi que des documents étrangers à l'exercice du pouvoir législatif, alors que des papiers qui, par la suite, font partie du fonds des Assemblées, ont été attribués pour cette période à d'autres séries :

Série A (Collection originale des lois et décrets)

- A/1 – 331 Lois et décrets déposés auprès des assemblées de 1789 à l'an VIII

Série B (Élections et votes)

- B^A et B/III Élections aux Etats généraux
- B/II Votes populaires

Série D (Comités permanents des assemblées et missions des représentants)

dans son ensemble et en particulier :

- D/I§/1 Comité des décrets, procès-verbaux et archives
- D/I§/2 Dons et hommages faits aux assemblées
- D/XXXV Comité des inspecteurs de la salle, des secrétariats et de l'imprimerie
- D/XL Comité des pétitions, dépêches et correspondances

Série AF I (Régime royal constitutionnel (1789-1792))

- AF I 1-2 Garde constitutionnelle du roi. 1791-1792.

- AF I 3 - 5 Comité militaire de l'Assemblée constituante et législative. 1791-1792.
- AF I* 23 Comité de salubrité de l'Assemblée constituante. Octobre 1790 - septembre 1791.
- AF I* 25 1e Commission des Douze, procès-verbaux. Mars 1792.
- AF I* 26 2e Commission des Douze, procès-verbaux. Juin-août 1792.

Série AF III (Directoire exécutif (an IV-an VIII))

Pierre-Dominique Cheynet, *Les procès-verbaux du Directoire exécutif. Inventaire des registres des délibérations et des minutes des arrêtés, lettres et actes du Directoire, tomes I à VIII*. On consultera l'index aux termes utiles pour les recherches sur les assemblées et leur fonctionnement : Anciens (Conseil des), Cinq-Cents (Conseil des), Comité, Commissaire, Commission, Conseil, Corps législatif, etc…

Une partie des dossiers et registres des commissions du conseil des Cinq-Cents se trouve aujourd'hui regroupés dans la sous-série AF III. Ces documents semblent avoir été transférés des archives du Corps législatif à celles du secrétariat général des Consuls en l'an VIII comme affaires en instance après le coup d'État du Dix-Huit Brumaire. Un relevé succinct en est donné dans Pierre-Dominique Cheynet, *Les Archives du Directoire exécutif. Inventaire des articles AF III 1 à 51 J*, Paris, Archives nationales, 1996, 640 pages, p. 20-22, 40, 48 et 55-56.

Série F/30 (Administration centrale du ministère des finances)

Les documents relatifs à l'émission et à l'impression des assignats ont été cotés au dix-neuvième siècle avec les papiers provenant du ministère des Finances en F/30/1-212[8], en perdant de vue un aspect du rôle du service des archives des assemblées de la Révolution. Chargé de la garde des planches utilisées pour la fabrication des assignats, il devait en effet contrôler l'achat et la remise aux imprimeurs du papier nécessaire et il tenait la comptabilité des assignats fabriqués en liaison avec celle du papier fourni.
Voir : *Etat sommaire des versements…(série F)*, t. III, p. 275-288.

Série AA (Collection de lettres et pièces diverses)

- AA 9 Pièces relatives aux membres du Conseil des Cinq-Cents.
- AA 34 Papiers de la Commission des Onze. An III.
- AA 40 Comité des inspecteurs de la Salle : places spéciales accordées aux journalistes dans les tribunes des assemblées. 1789-an IV.
- AA 53 Correspondance de membres des assemblées nationales (Législative, Convention, Conseils des Cinq-Cents et des Anciens). Questions posées au Comité de législation.

Archives imprimées

Les Archives nationales conservent aussi les archives imprimées du pouvoir législatif

8 Ces documents sont bien conservés aux Archives nationales (Paris), alors qu'à partir de F/30/213, les documents se trouvent au Centre des archives économiques et financières, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'emploi, 9 rue de l'aluminium, 77176 Savigny-le-Temple : http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/caef/aef/

cotées dans la sous-série AD XVIII en six subdivisions[9].

- AD XVIII[A] 1 à 67 Rapports, discours et opinions des députés, dans l'ordre nominal, 1789-1815.
- AD XVIII[B] 1 à 1044 Procès-verbaux des assemblées, 1789-1875.
- AD XVIII[C] 1 à 1726 Impressions des assemblées, 1789-1947[10].
- AD XVIII[D] 1 à 92 Feuilletons, projets de loi et résolutions des assemblées, an IV-1848.
- AD XVIIIE 1 à 530 Recueils de lois, décrets et arrêtés, 1789-1848.
- AD XVIII[F] 1 à 2795 Textes budgétaires, 1788-1947.

Ces archives imprimées sont définies par Camus dans son premier *Etat des Archives nationales en 1791 : « Il faut joindre à ces collections manuscrites la collection imprimée des actes de l'Assemblée ou relatifs à l'Assemblée : 1) le procès-verbal, édition in-4°, en vélin, et édition in-8°, en papier [AD XVIIIB]; 2° plusieurs collections de décrets et la collection des lois de l'imprimerie du Louvre [futur Bulletin des lois]; 3° les lettres et mémoires envoyés par le roi et les ministres à l'Assemblée nationale; 4° les comptes, états de finance et de pensions [AD XVIIIF]; 5° les motions, opinions, mémoires sur les différentes matières dont l'Assemblée s'est occupée, distribués par recueils sur chaque matière, avec tables à la fin de chaque volume de recueil [AD XVIIIC] ».*

Rappelons que les mémoires et ouvrages présentés à l'Assemblée ne se trouvent pas tous dans les archives ; ils étaient en principe remis à la Bibliothèque. On consultera donc le *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France, Paris, Chambre des députés, par E. Coyecque et H. Debraye, 1907* dont l'introduction indique avec précision les modalités de création et d'organisation de la bibliothèque du « Corps législatif ».

Une série de publications fait connaître les procès-verbaux et les débats des Assemblées.

Toutefois le procès-verbal authentique ne donne qu'un résumé des discours prononcés et sans citer les noms des orateurs.

Pour les débats des assemblées, il faut se reporter au *Moniteur universel*, puis à partir de 1869 au *Journal officiel*. Une publication, fondée par J. Madival et E. Laurent, a entrepris à partir de 1862 de reproduire les débats : *Archives parlementaires; Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises de 1787 à 1860, faisant suite à la réimpression de l'ancien Moniteur*. [consultation Caran en salle de lecture, Usuels]. Elle comporte deux séries : la 1e série, 1787 - 1799, (100 tomes parus), est arrêtée actuellement à la date du 18 brumaire an III (8 novembre 1794) et sa parution se poursuit sous l'égide de l'Institut de la Révolution française, Paris I. La Seconde série,

prévue à l'origine jusqu'à la date de 1860, est interrompue après l'année 1839, (112 tomes parus).

9 Voir : *Inventaire des archives imprimées (partie antérieure à 1945 : série AD). Tome I. AD* à AD XVIII,* par Pierre Géraudel. Paris, 1958 et *Etat général des Fonds. Tome IV. Fonds divers*, p. 282 : AD XVIII Archives imprimées du pouvoir législatif de la Révolution à la IVe République, par Michel Le Pesant et Yvonne Lanhers.

10 Voir : *Les impressions de la Convention nationale, 1792-an IV. Inventaire analytique des articles AD XVIIIC 208-357,* p. 14, par Odile Krakovitch. Paris, 1997.

A partir de 1861, une autre publication est consacrée aux débats parlementaires et pièces annexes, *les Annales.* Alors que le texte publié par le *Moniteur universel, le Journal officiel et les Archives parlementaires* est intégral, sauf pour la période 1852 -1860, le compte rendu publié par les Annales n'est qu'analytique.

Il faut signaler l'existence des tables analytiques élaborées par le service des archives de l'Assemblée depuis 1872. C'est un instrument de recherche utile pour retrouver les références chronologiques précises de textes législatifs discutés ou adoptés mais aussi d'interventions personnelles et de pétitions individuelles. Elles ont été réalisées à partir des publications officielles Annales puis Journal officiel) rétrospectivement pour les années 1787 à 1871, puis de 1872 à nos jours. Il semble que le service des archives ait pris pour modèle les tables analytiques des compte-rendus des assemblées constituante et législative de 1848 et 1849.

Aux Archives nationales (Fontainebleau) :

Pour mémoire nous signalons que les procès-verbaux communaux des élections générales et partielles (1919-1958) cotés C//10104 à C//14628 sont conservés aux Archives nationales (site de Fontainebleau) sous les cotes 19790681/1 à 1979681/1993 et 19790682/1 à 19790682/2535. En outre, des versements complémentaires des fonds conservés aux Archives nationales (Paris) ont été versés aux Archives nationales (Fontainebleau) pour la Cinquième République : procès-verbaux des Commissions et archives du service de la séance. On se reportera aux versements suivants :

- 2006132 Procès-verbaux des commissions de la Ie législature 9 décembre 1958-4 octobre 1962)
- 2006133 Procès-verbaux des commissions de la IIe législature (6 décembre 1962-2 avril 1967)
- 2006134 Procès-verbaux des commissions de la IIIe législature (3 avril 1967-30 mai 1968)
- 2006135 Procès-verbaux des commissions de la IVe législature (11 juillet 1968-2 avril 1973)
- 2006136 Archives du service de la séance, Ie législature (9 décembre 1962-9 octobre 1962)
- 2006137 Archives de la séance, IIe législature (6 décembre 1962-2 avril 1967)
- 2006138 Archives du service de la séance IIIe législature (3avril 1967-30 mai 1968)
- 2006139 Archives du service de la séance, IVe législature (11 juillet 1968-2 avril 1973)
- 2006509 Procès-verbaux des commissions de la Ve législature (2 avril 1973-2 avril 1978)
- 2006510 Archives du service de la séance Ve législature (2 avril 1973-2 avril 1978)
- 2006511 Procès-verbaux des commissions de la VIe législature (3 avril 1978-22 mai 1981)
- 2006512 Archives du service de la séance VIe législature (3 avril 1978- 22 mai 1981)
- 2006603 Procès-verbaux des commissions de la VIIe législature

(2 juillet 1981-1 avril 1986)

- 2006604 Archives du service de la séance VIIe législature (2 juillet 1981-1 avril 1986)
- 2006605 Procès-verbaux des commissions de la VIIe législature, cassettes audio (2 juillet 1981-1 avril 1986)
- 2006606 Procès-verbaux des commissions de la VIIIe législature (2 avril 1986-14 mai 1988)
- 2006607 Archives du service de la séance VIIIe législature (2 avril 1986-14 mai 1988)
- 2006608 Procès-verbaux des commissions de la VIIIe législature, cassettes audio (2 avril 1986-14 mai 1988)
- 2006694 Archives du service de la séance IXe législature (23 juin 1988- 10 avril 1993)
- 2006695 Procès-verbaux des commissions de la IXe législature (23 juin 1988-10 avril 1993)
- 2006696 Procès-verbaux des commissions de la IXe législature, cassettes audio (23 juin 1988-10 avril 1993)
- 2006697 Archives du service de la séance Xe législature (2 avril 1993- 21 avril 1997)
- 2006698 Procès-verbaux des commissions de la Xe législature (2 avril 1993-21 avril 1997)
- 2006699 Procès-verbaux des commissions de la Xe législature, cassettes audio (2 avril 1993-21 avril 1997)
- 2006700 Service des études et de la documentation (1961-2005)

Sources complémentaires sans lien de provenance :

A l'Assemblée nationale :

Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des cultes. *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France. Paris. chambre des députés,* par E. Coyecque et H. Debraye. Paris ; 1907.

Aux Archives nationales :

Série W (Juridictions extraordinaires. Hautes Cours de justice)

Consulter Ségolène de Dainville-Barbiche, *De la justice de la Nation à la justice de la République, 1789-1940, Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004, 321 p., p. 275-286.

La Haute Cour, prévue par la constitution de l'an III et compétente pour juger les membres des assemblées, fut formée pour la conspiration de Babeuf où étaient impliqués le député aux Cinq-Cents Drouet et des conventionnels et fonctionna à Vendôme ; ses dossiers ont été cotés dans la série W (W 559-567), comme ceux des Hautes Cours de Bourges et de Versailles, qui ont eu à juger les inculpés des journées révolutionnaires des 15 mai 1848 et 13 juin 1849 (W 568 – 586)[11].

Voir Jeannine Charon-Bordas, *Deux grands procès politiques de la Seconde*

11 Mais les papiers de la première Haute-Cour nationale, qui siégea à Orléans de novembre 1791 à août 1792, sont restés parmi les archives de l'Assemblée législative (C//168-172)

République. Archives des Hautes Cours de Bourges et de Versailles, W 568 à 586, inventaire, Paris, Archives nationales, 1992, 99 p.

- 2W Cour supérieure de justice, Procès de Riom en 1942
- 3W Haute Cour de justice, 1944-1960

Autres séries

- BB/18 Correspondance générale de la division criminelle du ministère de la Justice
- F/60 Secrétariat général du gouvernement et services du Premier ministre
- 4 AG Papiers des chefs de l'État. Quatrième République (1947-1949)
- AG/5(2) Archives de la Présidence de la République. Georges Pompidou (1969-1974)
- AG/5(3) Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

Série AP (Fonds d'archives privées) :

- 452 AP Fonds René Coty
- 470 AP Fonds Millerand
- 552 AP Fonds Vincent Auriol
- 656 AP Fonds Denjoy (député 1848-1849)

Bibliographie :

- Alexandre Tuetey, *Les papiers des Assemblées de la Révolution aux Archives nationales. Inventaire de la série C (Constituante, Législative, Convention)*, Paris, 1908, dont l'introduction demeure éclairante sur la formation des archives de l'Assemblée constituante.

- Paul Bastid, *Les institutions politiques de la monarchie parlementaire française (1814-1848)*, Paris, 1954. (cité en note dans l'introduction J. Charon).

- Françoise Hildesheimer, *Guide des papiers privés d'époque révolutionnaire,* Paris, 1987.

- Sous la direction de Jean Garrigues*. Histoire du Parlement de 1789 à nos jours.* Paris, Armand Colin, 2007.

- Chantal de Tourtier-Bonazzi et François Pourcelet, *Guide des papiers des ministres et secrétaires d'Etat de 1871 à 1974,* Paris, 1984.

- *Connaître l'Assemblée nationale dans les institutions françaises. Fiches de synthèse.* Paris, Assemblée nationale, 2006.

- l'État sommaire des fonds d'archives privées (1 AP à 658 AP) et AB XIX

Principaux sujets communs à plusieurs versements

	C//14629 à C//15246	C//15247 à C//15281	C//15282 à C//15831	C//15881 à C//16009	C//16110 à C//16855	C//16856 à C//17089	C//17090 à C//17097
Bureau							
Conseillers							
Délégués							
Secrétariat général							
Commissions (toutes)							
Commission des Affaires économiques							
Commission des Affaires étrangères ou des Relations extérieures							
Commission des Affaires extérieures, des Protectorats et des Colonies							
Commission des Affaires sociales							
Commission de l'Agriculture							
Commission de Défense ou de l'Armée ou de la Défense nationale							
Commission des Finances ou des Affaires financières							
Commission d'information ou d'enquête							
Commission d'information ou d'enquête sur la piastre indochinoise							

	C//14629 à C//15246	C//15247 à C//15281	C//15282 à C//15831	C//15881 à C//16009	C//16110 à C//16855	C//16856 à C//17089	C//17090 à C//17097
Commission de l'Intérieur							
Commission de la Législation, de la Justice							
Commission du travail							
Pétitions							
Projets et propositions de lois et Dossiers législatifs							
Questions écrites et orales et Interpellations							
Textes adoptés ou Adoptions							

Principales typologies de documents conservés par assemblée

Assemblées nationales	Groupes de cotes	Typologies documentaires
Ancien Régime		
Assemblées des Notables et Assemblées provinciales de 1787 et 1788	C//1 à C//13	Non précisées (documents classés dans l'ordre chronologique des assemblées)
Etats généraux de 1789	C//14 à C//25	Procès-verbaux d'assemblées électorales et cahiers de doléances
	C/I/*1 à C/I/*3	Procès-verbaux des séances
Révolution		
Assemblée nationale constituante (juin 1789-30 septembre 1791)	C//26 à C//134	Procès-verbaux d'assemblées électorales, résultats de scrutins, demandes de congés, passeports et lettres d'excuse d'absence par les députés, procès-verbaux de séances et pièces annexes, adresses et pétitions
	C//654 à C//662	Décrets de l'Assemblée nationale constituante
	C/I/* 4 à C/I/* 48	Procès-verbaux des séances
	C/II/* 7 à C/II/* 14	Sommaire des adresses, lettres et pétitions reçues
	C/II/* 41 à C/II/* 52	Enregistrement, dépôt de pièces
	C/II/* 75 à C/II/* 77	Reconnaissances de la Caisse d'escompte
	C/II/* 381	Résultats d'élections (classement départemental)
Assemblée nationale législative (1er octobre 1791-21 septembre 1792)	C//135 à C//177	Actes relatifs à la formation de l'assemblée, procès-verbaux d'assemblées électorales, minutes et pièces diverses pour la rédaction des procès-verbaux de séances, lettres, adresses et pétitions
	C/I/* 49 à C/I/* 64	Procès-verbaux des séances
	C/II/* 1	Inscription des députés aux législatures
	C/II/* 15 et C/II/* 16	Sommaire des lettres et pétitions reçues
	C/II/* 53	Enregistrement, dépôt de pièces
	C/II/* 376 et C/II/* 377	Table des impressions parlementaires
	C/II/* 381	Résultats d'élections (classement départemental)
Convention nationale (21 septembre 1792-4 brumaire an IV)	C//178 à C//386	Actes relatifs à la formation de l'assemblée, procès-verbaux d'assemblées électorales, pièces relatives à Louis XVI, minutes et pièces diverses pour la rédaction des procès-verbaux de séances
	C/I/* 65 à C/I/* 95	Procès-verbaux de séances
	C/II/* 2 et C/II/* 3	Inscription des députés aux législatures
	C/II/* 17 à C/II/* 21	Relevés des décrets de la Convention
	C/II/* 54 à C/II/* 59	Enregistrement, dépôt de pièces
	C/II/* 286 à C/II/* 288	Enregistrements
	C/II/* 378	Table des impressions parlementaires
	C/II/* 381	Résultats d'élections (classement départemental)

Assemblées du Directoire (Conseil des Cinq-Cents et Conseil des Anciens)	C//387 à C//598	Minutes et pièces diverses pour la rédaction des procès-verbaux de séances (classement par sessions)
	C//663 à C//687	Messages du Directoire au Conseil des Cinq-Cents, propositions de lois, adresses de félicitations
	C/I/* 96 à C/I/* 159	Procès-verbaux de séances
	C/II/* 4 à C/II/* 6	Inscriptions des députés aux législatures
	C/II/* 22 à C/II/* 28	Commissions
	C/II/* 60 à C/II/* 67	Enregistrement des actes
	C/II/* 78 à C/II/* 81	Correspondance constitutionnelle
	C/II/* 82 et C/II/* 83	Répertoire des résolutions et arrêtés
	C/II/* 288 à C/II/* 295	Enregistrement
	C/II/* 379	Table des impressions parlementaires
Consulat et Premier Empire		
Assemblées du Consulat et de l'Empire (Tribunat, Corps législatif et Sénat conservateur) et des Cent-Jours (Chambre des représentants)	C//599 à C//653	Minutes et pièces pour la rédaction des procès-verbaux, projets de lois, demandes de congés et démissions des députés, pétitions (classement par sessions)
	C//688 à C//716	Sessions
	C//2025	Pétitions (An VIII à 1808)
	C/I/* 160 à C/I/* 172	Procès-verbaux de séances
	C/II/* 29 à C/II/* 40	Enregistrement, dépôt de pièces
	C/II/* 68 à C/II/* 70	Enregistrement des actes
	C/II/* 71 à C/II/* 70	Procès-verbaux de séances
	C/II/* 296 à C/II/* 299	Enregistrements
	C/II/* 308 à C/II/* 315, C/II/* 318 et C/II/* 319, C/II/* 334, 335, 337 à 344	Comptabilité
	C/II/* 395, 397	Procès-verbaux de séances
Restauration et monarchie de Juillet		
Chambre des députés (1814-1848)	C//717 à C//907	Sessions
	C//1164 à C//1324	Élections
	C//2026 à C//2226, C*//2395 à C//2429	Pétitions
	C//2529 à C//2586 C//2696 et C//2697 C//2699 à C//2701/2 C//2725 à C//2736	Questure Questure : arrêtés et rapports des questeurs Questure : passeports Questure : procès-verbaux de séances
	C/I/*200(suite) à 202, C/I/*203 à 241, C/I/*242 à 353	Procès-verbaux de séances
	C/II/* 84 à C/II/* 101	Procès-verbaux de séances
	C/II/* 102 à C/II/* 108	Composition des bureaux et commissions
	C/II/* 109	Convocation des bureaux et commissions
	C/II/* 216, 236 à 265	Pétitions
	C/II/* 304	Enregistrements
	C/II/* 316-317, C/II/* 320-333, C/II/* 334-336, C/II/* 345-346, C/II/* 349-354	Comptabilité
	C/II/*383	Résultats d'élections (classement départemental)

	C/II/* 397 à 401, 403 à 405	Procès-verbaux de séances
	C/II/* 732 à 759	Listes de députés
	C/II/* 767 à 769	Papiers des questeurs
	C/II/* 777 à 783	Archives de la Chambre
Deuxième République		
Assemblées constituante et législative (1848-1851)	C//908 à C//1026	Sessions
	C//1325 à C//1584	Élections
	C//2227 à C//2394, C*//2430 à C//*2431/2	Pétitions
	C//2432/1 à C//2432/21	Lois et résolutions
	C//2587 à C//2602, C//2646 à C//2650, C//2791/2	Questure : comptabilité
	C/I/*354 à C/I/*363 et C/I/*364 à C/I/*371	Procès-verbaux de séances
	C/II/*109 à C/II/* 112	Convocation des bureaux et commissions
	C/II/*113 à C/II/* 157	Procès-verbaux de séances de bureaux
	C/II/*305 et C/II/*306	Enregistrements
	C/II/* 355 et 356	Comptabilité
	C/II/*384	Résultats d'élections (classement départemental)
	C/II/* 390 à 394	Rapports du commisariat de police spécial près l'Assemblée
	C/II/* 763 à 766	Pétitions
	C/II/* 770 à 776	Papiers des questeurs
	C/II/* 784 à 789	Archives des Assemblées
Second Empire		
Corps législatif (1852-1870)	C//1027 à C//1163	Sessions
	C//1585 à C//2024	Élections
	C//2603 à C//2645, C//2651 à C//2679	Questure : comptabilité
	C/I/*372 à C/I/*414	Procès-verbaux de séances
	C/II/* 158 à C/II/*174	Composition des bureaux et commissions
	C/II/* 175 à C/II/* 215	Procès-verbaux de séances de bureaux
	C/II/*284 et C/II/*285	Pétitions
	C/II/*297 à C/II/*301	Enregistrements
	C/II/* 347 et 348, 357 à 374	Comptabilité
	C/II/*380	Législation électorale
	C/II/*385	Résultats d'élections (classement départemental)
	C/II/* 760 à 762	Arrêtés du président
	C/II/* 776, 786 à 789	Papiers des questeurs
	C/II/* 809	Élections

Troisième République		
Assemblée nationale (1871-1875)	C//2792 à C//3144	Sessions
	C//3448 à C//3727	Élections
	C//4101 à C//4289	Pétitions
	C//3396 à C//3408	Lois et résolutions
	C//4399 à C//4413	Questure : comptabilité
	C/I/*415 à C/I/*423	Procès-verbaux de séances
	C/II/*307	Enregistrements
	C/II/*386	Résultats d'élections (classement départemental)
	C/II/* 418 à 440, 481 à 487, 542 à 552, 595 et 596, 619 à 621, 626 à 628, 633 à 638	Bureaux et commissions
	C/II/* 789	Archives de l'Assemblée
Chambre des députés (1876-1940)	C//3145 à C//3395, C//5368 à C//5674, C//7255 à C//7775, C//8274 à C//8285	Sessions
	C//3728 à C//4100, C//4444 à C//5367, C//6011 à C//7254, C//8272 et C//8273, C//10001 à C//14628	Élections
	C//4290 à C//4398, C//5675/1 à C//6010, C//7776 à C//8013, C//8286 à C//8302	Pétitions
	C//3409 à C//3447, C//8160 à C//8271 et C//8303	Lois et résolutions
	C//4414 à C//4443, C//8014 à C//8159	Questure : comptabilité
	C//14629 à C//15246	Bureau, commissions, sous-commissions, commissions d'enquêtes, interpellations du gouvernement, pétitions, congés des députés, projets et propositions de lois (12e à 16e législatures) (1919-1942)
	C//15881 à C//15891	Commissions
	C//16856 à C//16987	Textes adoptés (12e à 16e législatures) (1919-1942) dont textes adoptés d'intérêt local
	C//17094 et C//17095	Élections
	C//17090 à C//17095	Commissions
	C/I/*424 à C/I/*590	Procès-verbaux de séances
	C/II/*380	Législation électorale
	C/II/* 386 à 388	Résultats d'élections
	C/II/* 406 à 417	Etats d'émargement des députés
	C/II/* 441 à 480, 488 à 529, 553 à 594, 597 à 618, 622 à 625, 628 à 632, 639 à 725	Bureaux et commissions
	C/II/* 530 à 541	Pétitions
	C/II/* 726 à 730	Résultats d'élections

Libération		
Assemblée consultative provisoire (1943-1945)	C//15247 à C//15281	Administration, bureau, délégués, débats, commissions
	C//15892 et C//15992	Commissions
	C/I/*591	Procès-verbaux de séances
Assemblées nationales constituantes (6 novembre 1945-27 novembre 1946)	C//15282 à C//15323	Élections, composition, fonctionnement de l'Assemblée, commissions, commissions d'enquêtes, pétitions, projet et propositions de lois, interpellations, questions écrites et orales
	C//15892, 15934, 15992, 15995	Commissions
	C//16988 à C//16996	Textes adoptés dont textes d'intérêt local
	C//17096	Commissions
	C/I/*592 à C/I/*594 et C/I/*595 à C/I/*596	Procès-verbaux de séances
Quatrième République		
Assemblée nationale (1946-1958)	C/I/*597 à 631	Procès-verbaux de séances
	C//15324 à C//15831	Élections et nominations, commissions, commissions d'enquêtes, conférences des présidents, questions et interpellations du gouvernement, pétitions, projets et propositions de lois
	C//15893 à C//15933 C//15977 à C//15991 C//15993 à C//15996	Commissions
	C//15935 à C//15976	Projets et propositions de lois
	C//16997 à C//17051	Textes adoptés (1e législature) (1946-1951)
	C//17096 et C//17097	Commissions
Assemblée de l'Union française (1947-1959)	C//16110 à C//16855	Bureau (élections, procès-verbaux, arrêtés), secrétariat général (contrôle par l'Assemblée nationale, groupes politiques, commissions, dossiers législatifs), services de la questure, commission de liquidation, photographies
	C//17097	Commissions, élections
Cinquième République		
Assemblée nationale (1958 - ...)	C/I/*632 à 898	Procès-verbaux de séances (1959-2007)

Dates des sessions et législatures

Révolution française		
Assemblée nationale constituante	17-06-1789	30-09-1791
Assemblée nationale législative	01-10-1791	21-09-1792
Convention nationale	21-09-1792	26-10-1795
Conseil des Cinq-Cents	27-10-1795	26-12-1799
Consulat et Premier Empire		
Corps législatif	01-01-1800	04-06-1814
Première Restauration		
Chambre des députés des départements	04-06-1814	20-03-1815
Cent- Jours		
Chambre des représentants	03-06-1815	13-07-1815
Seconde Restauration : Chambre des députés des départements		
1ère législature	07-10-1815	05-09-1816
2ème législature	04-11-1816	24-12-1823
3ème législature	23-03-1824	05-11-1827
4ème législature	05-02-1828	16-05-1830
Monarchie de Juillet : Chambre des députés		
1ère législature	29-07-1830	31-05-1831
2ème législature	23-07-1831	25-05-1834
3ème législature	31-07-1834	03-10-1837
4ème législature	18-12-1837	02-02-1839
5ème législature	04-04-1839	12-12-1842
6ème législature	26-07-1842	06-07-1846
7ème législature	17-08-1846	24-02-1848
Deuxième République		
Assemblée nationale constituante	04-05-1848	26-05-1849
Assemblée nationale législative	28-05-1849	02-12-1851
Second Empire : Corps législatif		
1ère législature	29-03-1852	28-11-1857
2ème législature	28-11-1857	05-11-1863
3ème législature	05-11-1863	28-04-1869
4ème législature	28-04-1869	04-09-1870

Troisième République		
Assemblée nationale	12-02-1871	07-03-1876
Chambre des députés :		
1ère législature	08-03-1876	25-06-1877
2ème législature	07-11-1877	27-10-1881
3ème législature	28-10-1881	09-11-1885
4ème législature	10-11-1885	11-11-1889
5ème législature	12-11-1889	14-10-1893
6ème législature	15-10-1893	31-05-1898
7ème législature	01-06-1898	31-05-1902
8ème législature	01-06-1902	31-05-1906
9ème législature	01-06-1906	31-05-1910
10ème législature	01-06-1910	31-05-1914
11ème législature	01-06-1914	07-12-1919
12ème législature	08-12-1919	31-05-1924
13ème législature	01-06-1924	31-05-1928
14ème législature	01-06-1928	31-05-1932
15ème législature	01-06-1932	31-05-1936
16ème législature	01-06-1936	31-05-1942
Assemblée consultative provisoire d'Alger	03-11-1943	25-07-1944
Assemblée consultative provisoire de Paris	07-11-1944	03-08-1945
1ère Assemblée nationale constituante	06-11-1945	10-06-1946
2ème Assemblée nationale constituante	11-06-1946	27-11-1946
Quatrième République : Assemblée nationale		
1ère législature	28-11-1946	04-07-1951
2ème législature	05-07-1951	01-12-1955
3ème législature	19-01-1956	08-12-1958

Cinquième République : Assemblée nationale		
1ère législature	09-12-1958	09-10-1962
2ème législature	06-12-1962	02-04-1967
3ème législature	03-04-1967	30-05-1968
4ème législature	11-07-1968	01-04-1973
5ème législature	02-04-1973	02-04-1978
6ème législature	03-04-1978	22-05-1981
7ème législature	02-07-1981	01-04-1986
8ème législature	02-04-1986	14-05-1988
9ème législature	23-06-1988	01-04-1993
10ème législature	02-04-1993	21-04-1997
11ème législature	12-06-1997	18-06-2002
12ème législature	19-06-2002	25-06-2007
13ème législature	26-06-2007	

Table des matières

Architecture d'ensemble des différents fichiers composant le répertoire numérique des archives des Assemblées....2
Référence :....3
Intitulé : 3
Dates extrêmes : 3
Nom du producteur : 3
Lieu de conservation :....3
Importance matérielle : 3
Langue : 3
Modalités d'entrée :....3
Histoire administrative :....3
Historique de la conservation :....4
Mode de classement :....4
Accroissements : 6
Conditions d'accès :....6
Conditions de reproduction :....6
Existence de copies :....6
Présentation :....6
Conférence des Présidents :....7
Élections :....8
Interpellations :....8
Législature : 8
Lois et résolutions :....8
Pétitions :....9
Questure :....9
Questions écrites et orales : 10
Sessions (ou papiers des sessions) :....10
Instruments de recherche :....10
Sources complémentaires de même provenance :....11
A l'Assemblée nationale :....11
Aux Archives nationales (Paris) :....11
Série A (Collection originale des lois et décrets)....11
Série B (Élections et votes) 11
Série D (Comités permanents des assemblées et missions des représentants)....11
Série AF I (Régime royal constitutionnel (1789-1792))....11
Série AF III (Directoire exécutif (an IV-an VIII))....12
Série F/30 (Administration centrale du ministère des finances) 12
Série AA (Collection de lettres et pièces diverses)....12
Archives imprimées....12
Aux Archives nationales (Fontainebleau) :....14
Sources complémentaires sans lien de provenance :....15
A l'Assemblée nationale :....15
Aux Archives nationales :....15
Série W (Juridictions extraordinaires. Hautes Cours de justice) 15
Autres séries 16
Série AP (Fonds d'archives privées) :....16
Bibliographie :....17
Principaux sujets communs à plusieurs versements....18
Principales typologies de documents conservés par assemblée....20
Dates des sessions et législatures....25